

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 24759**

### Intitulé

*L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))*

MASTER : MASTER Science Politique

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Lille 2 droit et santé	M. Le Président de l'Université Lille 2, Monsieur le recteur de l'académie de Lille

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1969)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

128 Droit, sciences politiques

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

En suivant le parcours « Communication publique et démocratie participative », le titulaire de cette certification peut exercer les activités suivantes :

- Pilotage de la communication d'une collectivité locale
- Mise en place et suivi de la communication d'un élu
- Assister un élu dans son travail politique
- Pilotage de projets de communication pour une collectivité dans une agence de communication
- Mise en place, animation, évaluation de dispositifs participatifs

En suivant le parcours « European Policies and Project Management », le titulaire de cette certification peut exercer les activités suivantes :

- Montage, gestion, coordination et évaluation de projets européens
- Conception et animation de la stratégie européenne d'une organisation (collectivité, association, entreprise)
- Expertise dans le domaine des projets européens

En suivant le parcours « Ingénierie de projet en politiques urbaines », le titulaire de cette certification peut exercer les activités suivantes :

- Montage, gestion, coordination et évaluation de projets de développement urbain (projets dans le cadre de la politique de la ville, projets culturels, projets éducatifs projets d'éco-quartiers et autres projets de « développement durable », ...)
- Réalisation des diagnostics territoriaux
- Réalisation d'une étude afin de dessiner les contours d'un problème local (baisse de fréquentation d'un équipement culturel, difficulté à mobiliser les habitants d'un quartier, « fuite » de certains habitants...), d'en comprendre les ressorts et de faire des propositions
- Assister un élu dans le suivi de dossiers d'action publique locale

En suivant le parcours « Management des collectivités territoriales », le titulaire de cette certification peut exercer les activités suivantes :

- Montage de dossiers techniques, administratifs et financiers
- Fournir de l'expertise aux élus locaux
- Préparation des actes adoptés par la collectivité
- Conception et mise en œuvre des outils en matière de gestion des ressources humaines

En suivant le parcours « Métiers de la recherche en science politique », le titulaire de cette certification peut exercer les activités suivantes :

- Production de travaux de recherche en science politique
- Réalisation d'études dans un domaine donné
- Conduction d'enquête approfondie qualitative et quantitative

En suivant le parcours « Solidarité internationale, action humanitaire et crises », le titulaire de cette certification peut exercer les activités suivantes :

- Montage, gestion, coordination et évaluation de projets humanitaires
- Réalisation de campagnes de communication pour des causes humanitaires
- Fournir de l'expertise juridique dans le domaine de la protection des droits de l'homme et des droits des populations
- Fournir une assistance juridique dans les tribunaux pénaux internationaux

Les compétences acquises via le parcours « Communication publique et démocratie participative », sont les suivantes :

- maîtriser la complexité de l'action publique locale, le rôle respectif des territoires et leurs articulations, les différentes politiques publiques de développement et d'aménagement du territoire
- maîtriser le droit de la communication publique et de la concertation
- connaissance et maîtrise des techniques de communication publique, des techniques de conduite et d'animation de réunions, de négociation, des techniques de communication d'un grand projet de développement, des techniques de rédaction (synthèse, compte-rendu,

etc.)

- décryptage des logiques politiques de la communication publique et de l'usage par les élus de la communication
- connaissance des ressorts et usages des politiques participatives et de la palette des dispositifs participatifs existants
- réaliser des documents de communication publique à destination des personnels des collectivités territoriales, du secteur associatif et des habitants
- concevoir des supports de communication (plaquettes, journaux, communiqués...), gérer les relations avec les médias, organiser la promotion des projets de développement et l'information du public
- production de synthèses, de diagnostics territoriaux, d'enquêtes thématiques, de supports cartographiques
- conception, gestion de site Internet
- mise en place d'observatoire territorial
- assurer la mise en place et le suivi de politiques participatives
- organiser, animer des instances de concertation et les évaluer (conseils de quartier, conférence de citoyens, ateliers de travaux urbains)
- mobilisation des acteurs locaux dans les dynamiques de participation (observer et analyser les systèmes d'acteurs, les points de blocage, formaliser les idées de projets, faire émerger des propositions partagées)

Les compétences acquises via le parcours « European Policies and Project Management », sont les suivantes :

- repérer les opportunités de financement européen,
- rédiger une réponse à un appel d'offre européen,
- évaluer l'utilisation des fonds européens,
- soutenir une collectivité publique dans le développement de sa stratégie européenne,
- animer et coordonner des partenariats européens et internationaux dans un contexte multiculturel,
- élaborer une stratégie de communication autour des réalisations d'un projet européen,
- promouvoir la dimension européenne au sein d'une organisation,
- assurer la communication autour d'un projet européen
- concevoir des actions ciblées de lobbying et de plaidoyer auprès des institutions européennes.

Les compétences acquises via le parcours « Ingénierie de projet en politiques urbaines », sont les suivantes :

- Analyser les logiques institutionnelles à l'œuvre dans la mise en œuvre d'un projet public local
- Analyser une configuration locale pour mettre en évidence des besoins et/ou comprendre la réception d'une politique publique
- Comparer des politiques urbaines et des pratiques de développement territorial
- Formuler des recommandations en matière de développement territorial
- Travailler avec un réseau de partenaires (publics et privés).
- Rechercher des financements pour mener à bien un projet de développement local (en matière sociale, éducative, culturelle, environnementale ou encore d'aménagement urbain)
- Animer et coordonner une équipe

Les compétences acquises via le parcours « Management des collectivités territoriales », sont les suivantes :

- Capacité d'écoute et de prise de parole
  - Manager une équipe
  - Savoir prendre une décision
  - Conduire un projet
  - Savoir sélectionner les informations pertinentes
  - Maîtriser le fonctionnement des rouages de la vie politique
  - Assurer le suivi et le financement d'un projet
  - Lire et comprendre un budget local, un compte administratif
- Savoir élaborer un tableau de bord (en finances ou en achat public)
- Réaliser une veille juridique
  - Elaborer des rapports ou notes et présenter les résultats
  - Savoir rédiger les principaux actes d'une collectivité territoriale

Les compétences acquises via le parcours « Métiers de la recherche en science politique », sont les suivantes :

- faculté d'analyse, de synthèse de rédaction, de maîtrise d'outils théoriques et méthodologiques, travail d'enquête et documentation
- construire un objet de recherche, une problématique
- articuler cadre théorique et recherche empirique
- mener un travail de terrain, collecter des matériaux qualitatifs et quantitatifs
- rédiger un mémoire
- soutenir un mémoire et présenter à l'oral des résultats de recherche

Les compétences acquises via le parcours « Solidarité internationale, action humanitaire et crises », sont les suivantes :

- Analyser des contextes géopolitiques, humanitaires et sanitaires.
- Expertiser des situations de crises humanitaires pour y détecter des facteurs de risques.
- Diagnostiquer les besoins d'intervention, estimer le caractère d'urgence des actions à mener et planifier leur mise en place.

- Formuler des recommandations en matière d'assistance et protection des populations dans les situations de crises humanitaires.
- Monter et évaluer des projets humanitaires (assistance et développement).
- Travailler avec un réseau de partenaires dans un contexte interculturel- Diriger et coordonner une équipe pluridisciplinaire (opérationnels, techniciens, administratifs...).
- Communiquer avec les médias notamment en situation de crise
- Opérer une veille humanitaire

### **Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat**

Secteur d'activité visé par le parcours « Communication publique et démocratie participative » :

- Collaboration auprès d'élus politiques (cabinets, groupes politiques, assistance parlementaire...)
- Collectivités locales

Secteur privé : agences de communication, bureau d'études ou consultants dans le domaine de la concertation

Secteur d'activité visé par le parcours « European Policies and Project Management » :

- cellules Europe et services des projets européens et partenariats internationaux dans : des administrations centrales et des collectivités territoriales (Villes, régions, départements, structures intercommunales etc.), des établissements universitaires, organismes de recherche, ou services R&D de laboratoires et centres de recherche privés,
- cabinets d'affaires publiques européennes et de lobbying, groupes d'intérêt et ONG,
- structures de gestion des programmes européens, institutions européennes.
- organisations professionnelles et fédérations professionnelles européennes

Secteur d'activité visé par le parcours « Ingénierie de projet en politiques urbaines » :

- Les administrations publiques (Etat et collectivités territoriales)
- Les associations intervenant dans les secteurs du développement local, du développement durable, de la culture, de l'éducation, du social (insertion notamment)
- Les sociétés de conseil et bureaux d'étude intervenant auprès des collectivités territoriales
- Les cabinets d'évaluation des politiques publiques
- Logement social

Secteur d'activité visé par le parcours « Management des collectivités territoriales » :

Secteur public : établissements publics de coopération intercommunale, communes, départements, régions, administrations déconcentrées de l'Etat, organismes para-publics (sociétés publiques locales et sociétés d'économie mixte locales)

Secteur privé : agences et cabinet de conseil, associations

Secteur d'activité visé par le parcours « Métiers de la recherche en science politique » :

- recherche à l'université ou dans le secteur privé
- collectivités territoriales
- ONG et institutions internationales

Secteur d'activité visé par le parcours « Solidarité internationale, action humanitaire et crises » :

- Les ONG humanitaires, françaises et internationales (qu'il s'agisse d'activités sur le terrain, au siège ou aussi de lobbying auprès des institutions communautaires et des médias).
- Les bailleurs de fonds (comme la DG ECHO de la Commission européenne).
- Les organisations internationales (notamment certaines organisations et agences des Nations Unies tels que l'UNESCO, le UNHCR, le PAM, le PNUD, ou l'UNICEF)
- Les administrations et collectivités territoriales qui interviennent de façon croissante dans des programmes de coopération décentralisée.

Types d'emplois accessibles du parcours « Communication publique et démocratie participative » :

Chargé de mission dans un cabinet d'élus

Directeur ou chef de cabinet d'élus

Chargé de mission démocratie participative, concertation ou citoyenneté dans une collectivité locale

Chef de service communication dans une collectivité

Chargé de communication dans une collectivité

Chef de projet dans une agence de communication

Collaboration auprès d'élus politiques (cabinets, groupes politiques, assistance parlementaire...)

Collectivités locales

Secteur privé : agences de communication, bureau d'études ou consultants dans le domaine de la concertation

Types d'emplois accessibles du parcours « European Policies and Project Management » :

manager de projets européens,

chef de projets européens,

ingénieur de projets européens,

chargés de mission Europe ou chargés d'affaires européennes,

consultants spécialisés en projets européens et affaires européennes

lobbyiste

Types d'emplois accessibles du parcours « Ingénierie de projet en politiques urbaines » :

Chef de projet politique de la ville

Evaluateur de politiques locales (urbaines en particulier)

Chargé de mission pour une collectivité territoriale, une association ou un bailleur social

Chef de service administratif

Collaborateur d' élu (assistant)

Chargé d'études

Types d'emplois accessibles du parcours « Management des collectivités territoriales » :

- Responsable des affaires générales dans une collectivité

- Chargé de mission développement territorial

- Cadre de direction des services d'une collectivité ou des services déconcentrés de l'Etat

- Collaborateurs d'élus

- Conseil auprès des collectivités territoriales

- Emplois proposés aux titulaires du grade d'attaché territorial

Types d'emplois accessibles du parcours « Métiers de la recherche en science politique » :

- Enseignants chercheurs en science politique

- Chargé d'études

Types d'emplois accessibles du parcours « Solidarité internationale, action humanitaire et crises » :

- chef de projets humanitaires,

- gestionnaires/administrateurs au sein d'organisations non gouvernementales humanitaires,

- évaluateurs de projets humanitaires,

- spécialistes de la communication et du fund-raising dans ces organisations,

- chargés de communication dans les ONG,

- experts juridiques dans le domaine de la protection des droits des populations,

- assistants juridiques dans les tribunaux pénaux internationaux,

- coordinateurs de terrain,

- analystes juridique et politique des situations de crises au sein d'ONG

**Codes des fiches ROME les plus proches :**

**K1401** : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics

**M1403** : Études et perspectives socio-économiques

**K1404** : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

**K1802** : Développement local

**Modalités d'accès à cette certification**

**Descriptif des composantes de la certification :**

Semestre 1

UE 1 Enseignements fondamentaux (11 ECTS) : Sociologie politique approfondie, Politiques publiques comparées, Théorie des relations internationales, TD Sociologie de l'action publique ou La mondialisation : enjeux et impact

UE 2 Enseignements spécialisés (2 au choix) (6 ECTS) : Socio-histoire de l'Etat en Europe, Transnational mobilisations and international solidarity, Politiques du travail et politiques sociales, Régimes politiques comparés

UE 3 Expériences de recherche et professionnalisation (11 ECTS) : Mémoire (objet, problématique, terrain), TD Méthodologie de la recherche, TD Construction des parcours professionnels

Semestre 2

UE 4 Enseignements fondamentaux (11 ECTS) : Politiques publiques de l'Union européenne, Sociologie du pouvoir local, Communication politique, TD Action publique territoriale ou Institutions et politiques des organisations internationales

UE 5 Enseignements spécialisés (2 au choix) (6 ECTS) : Sociologie des institutions, Environnement, santé et politique, Comparative multicultural policies, Sociologie des migrations

UE 6 Expériences de recherche et professionnalisation (11 ECTS) : Mémoire (terrain, rédaction, soutenance), TD Méthodologie de la recherche, TD Construction des parcours professionnels, Stage optionnel (4 semaine minimum)

PARCOURS « Communication publique et démocratie participative » :

Semestre 3

UE 7 Initiatives et simulations collectives (8 ECTS) : Théorie et pratique de la négociation, Projets collectifs

UE 8 Politique et action publique locales (8 ECTS) : Institutions et politiques locales comparées, Métier d' élu

UE 9 Droit de la communication et de la démocratie locale (8 ECTS) : Droit de la communication publique, Aspects juridiques de la démocratie participative

UE 10 Construction des parcours professionnels (6 ECTS) : Projet de spécialité, Ateliers CV, lettres, entretiens, communication Web, Outils de la recherche (méthodes, statistiques, bases de données)

#### Semestre 4

UE 11 Démocratie participative (10 ECTS) : Les politiques publiques participatives, Les dispositifs participatifs : animation et évaluation, La démocratie électronique

UE 12 Communication publique (10 ECTS) : Publication assistée par ordinateur, Elus et communication publique, Techniques de la communication

UE 13 Unité professionnelle (10 ECTS) : Stage (12 semaines minimum)

#### PARCOURS « European Policies and Project Management » :

UE 7 Initiatives et simulations collectives (8 ECTS) : Théorie et pratique de la négociation, Projets collectifs

UE 8 Action internationale des collectivités territoriales (8 ECTS) : Cadre normatif, Pratiques de coopération

UE 9 European politics and policy-making (8 ECTS) : Actors and case studies, European funds : EU's perspective, Public Management in the EU

UE 10 Construction des parcours professionnels (6 ECTS) : Projet de spécialité, Ateliers CV, lettres, entretiens, communication Web, Outils de la recherche (méthodes, statistiques, bases de données)

#### Semestre 4

UE 11 EU projects: Bases on EU law and budget (4 ECTS) : Droit et contentieux de l'UE, questions financières et budgétaires européennes

UE 12 EU projects: From design to evaluation (4 ECTS) : Montage technique et financier des demandes de fonds européens, Evaluation et contrôle de l'utilisation des fonds européens

UE 13 EU projects: Networking and communication (4 ECTS) : Networking and Lobbying in the EU, Veille, partenariats et communication

UE 14 Unité professionnelle (18 ECTS) : Stage (12 semaines minimum)

#### PARCOURS « Ingénierie de projet en politiques urbaines » :

##### Semestre 3

UE 7 Initiatives et simulations collectives (8 ECTS) : Théorie et pratique de la négociation, Projets collectifs

UE 8 Politique et action publique locales (8 ECTS) : Institutions et politiques locales comparées, Métier d'élu

UE 9 Connaître et gouverner la ville (8 ECTS) : Politiques urbaines comparées. Morphologie urbaine contemporaine

UE 10 Construction des parcours professionnels (6 ECTS) : Projet de spécialité, Ateliers CV, lettres, entretiens, communication Web, Outils de la recherche (méthodes, statistiques, bases de données)

##### Semestre 4

UE 11 Développement de projets (8 ECTS) : Montage et gestion de projets, Droit de l'aménagement et de l'urbanisme, Cartographie assistée par ordinateur

UE 12 Politiques publiques territoriales (12 ECTS) : Politiques sociales, Politique de la ville, Projets locaux de développement durables, Politiques culturelles, Politiques éducatives

UE 13 Unité professionnelle (10 ECTS) : Stage (12 semaines minimum)

#### PARCOURS « Management des collectivités territoriales » :

##### Semestre 3

UE 7 Initiatives et simulations collectives (8 ECTS) : Théorie et pratique de la négociation, Projets collectifs

UE 8 Politique et action publique locale (8 ECTS) : institutions et politiques locales comparées, Le métier d'élu

UE 9 Ressources humaines (8 ECTS) : Droit de la fonction publique territoriale, Gestion des ressources humaines

UE 10 Construction des parcours professionnels (6 ECTS) : Projet de spécialité, Ateliers CV, lettres, entretiens, communication Web, Outils de la recherche (méthodes, statistiques, bases de données)

##### Semestre 4

UE 11 Gestion des services publics locaux (8 ECTS) : Ressources humaines - conditions de travail, Achat et marchés publics, Instruments de gestion des services publics locaux

UE 12 Instruments d'aide à la décision (6 ECTS) : Evaluation des politiques publiques, Gestion patrimoniale, Gestion financière

UE 13 Ateliers : mise en pratique (6 ECTS) : Rédaction d'actes, Management et prise de décision

UE 14 Unité professionnelle (10 ECTS) : Stage (12 semaines minimum) ou Mémoire (et soutenance)

#### PARCOURS « Métiers de la recherche en science politique » :

##### Semestre 3

UE 7 Initiatives et simulations collectives (8 ECTS) : Théorie et pratique de la négociation, Projets collectifs

UE 8 Séminaires de recherche (24 ECTS) (6 au choix) : Sociologie de l'engagement, La construction sociale de la sécurité internationale, Sociologie électorale, Sociologie de l'Action collective, Political science : state of the art, Action publique et pouvoir local, Sociologie du droit, Les processus de décision internationaux, Sociologie des institutions européennes, La politisation

UE 9 Découverte de la recherche et professionnalisation : Séminaire du Ceraps, Séminaire d'ouverture, Atelier CV, lettres de motivation, communication Web

UE 10 Aide à la recherche : Séminaire de l'école doctorale

##### Semestre 4

UE 11 Pratique de la recherche : Mémoire, Projet collectif, Enquêtes collectives de terrain, Exposé discussion, Soutenance

UE 12 Découverte de la recherche : Séminaire du Ceraps

PARCOURS « Solidarité internationale, action humanitaire et crises » :

Semestre 3

UE 7 Initiatives et simulations collectives (8 ECTS) : Théorie et pratique de la négociation, Projets collectifs

UE 8 Action internationale des collectivités territoriales (8 ECTS) : Cadre normatif, Pratiques de coopération

UE 9 Humanitarian Project Management (8 ECTS) : Humanitarian Projects: from design to evaluation, Projects implementation

UE 10 Construction des parcours professionnels (6 ECTS) : Projet de spécialité, Ateliers CV, lettres, entretiens, communication Web, Outils de la recherche (méthodes, statistiques, bases de données)

Semestre 4

UE 11 Enjeux politiques et juridiques de la gestion des crises (10 ECTS) : Droit humanitaire et droits de l'homme dans les crises, Relations internationales et justice pénale internationale, Protection de la personne et migrations internationales

UE 12 Les acteurs de l'aide et leurs pratiques (10 ECTS) : Sociologie politique de l'action humanitaire, Programmation et coordination de l'aide, Pratique d'évaluation en contexte post-crise, Travail en milieu insécurisé et gestion de la sécurité, Les enjeux financiers de l'aide

UE 13 Unité professionnelle (10 ECTS) : Stage (12 semaines minimum)

**Validité des composants acquis : illimitée**

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Jury composé des membres de l'équipe enseignante de la formation
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	Jury composé des membres de l'équipe enseignante de la formation
En contrat de professionnalisation	X	
Par candidature individuelle	X	Jury composé des membres de l'équipe enseignante de la formation
Par expérience dispositif VAE	X	Jury composé des membres de l'équipe enseignante de la formation

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

#### Base légale

**Référence du décret général :**

**Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :**

Arrêté du 13 Juillet 2015

**Référence du décret et/ou arrêté VAE :**

Le Décret n°2013-756 du 19/08/2013 articles R613-33 à 613-37

**Références autres :**

#### Pour plus d'informations

**Statistiques :**

<http://univ-lille2.fr/ofse>

**Autres sources d'information :**

<http://formations.univ-lille2.fr/>

**Lieu(x) de certification :**

**Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :**

**Historique de la certification :**

Fiche remplacée par la fiche nationale n°31506